

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
39, RUE DE BEAULIEU
86034 POITIERS CEDEX
TELEPHONE 05 49 45 90 45
FAX 05 49 56 45 51**

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le prix de journée du Lieu de Vie « Les Robinsons », représenté par , est fixé du 22 Août 2022 au 31 décembre 2024, à 14,5 fois le salaire minimum de croissance (SMIC) horaire par jour et par enfant accueilli. Ce prix toutes taxes comprises, recouvre l'intégralité des frais afférents à l'accueil d'enfant (rémunérations du personnel, charges sociales et fiscales y afférentes, toutes charges d'exploitation y compris celles relatives à l'accompagnement social des jeunes et à l'exercice des missions prévues au I de l'article D.316-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, amortissements, provisions,...).

ARTICLE 2 : Le paiement des prix de journée sera effectué à terme échu sur présentation d'états de frais de séjour qui seront adressés, mensuellement et en triple exemplaire, au service comptabilité de l'Aide Sociale à l'Enfance du Département compétent. Les états de frais de séjour indiquent l'identité des accueillis, le nombre de jours d'accueil dans le mois, le montant par jeune et le total à payer.

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration. En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à partir de sa notification ou de sa publication. Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et les gestionnaires du Lieu de Vie et d'Accueil sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr et notifié aux intéressés.

Fait à POITIERS, le 12 JUL, 2022



Le Président,
Alain PICHON.